

Art. 10. In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de woorden « artikel 8, § 3, van het decreet van 23 januari 2009 » vervangen door de woorden « artikel 11, van het bovenvermelde decreet van 19 oktober 2017 ».

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2018.

Art. 12. De Ministers bevoegd voor de statuten van het personeel van het onderwijs zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 september 2018.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Onderwijs voor Sociale Promotie, Jeugd,
Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
I. SIMONIS

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2018/40718]

19 SEPTEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégation de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française. — Ministère de la Communauté française, pour ce qui concerne les délégations particulières à l'administration générale de l'enseignement

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 87, modifié par les lois spéciales du 8 août 1988 et du 16 juillet 1993;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 novembre 2013 portant organisation des contrôles et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 décembre 1996 portant création du Ministère de la Communauté française;

Sur proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. A l'article 4, § 6, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégation de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française, les termes « *L'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique* » sont remplacés par les termes « *L'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement* ».

§ 2. Au § 7 du même article, les termes « *L'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique* » sont remplacés par les termes « *L'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement* ».

Art. 2. A l'article 17 du même arrêté, les termes « *L'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique* » sont remplacés par les termes « *L'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement* ».

Art. 3. A l'article 51 du même arrêté, les termes « *L'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique* » sont remplacés par les termes « *L'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement* ».

Art. 4. A l'article 58, alinéa 3, du même arrêté, les termes « *L'Administrateur général dirigeant l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique* » sont remplacés par les termes « *L'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement* ».

Art. 5. Dans le même arrêté, le titre de la section 3, du Chapitre III, est remplacé par le titre suivant : « *Section 3. : Délégations particulières à l'Administration générale de l'enseignement pour ce qui concerne les compétences relatives aux personnels de l'enseignement* ».

Art. 6. § 1^{er}. A l'article 69, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les termes « *des personnels* » sont supprimés.

§ 2. A l'article 69, § 1^{er}, 20°, les termes « *L'Administration générale de l'Enseignement et la Recherche scientifique* » sont remplacés par les termes « *la Direction générale de l'enseignement obligatoire* ».

§ 3. Les points 21°, 22° et 32° de l'article 69, § 1^{er}, du même arrêté sont supprimés.

§ 4. A l'article 69, § 2, du même arrêté, les alinéas 2 et 3 sont insérés comme suit :

« *L'Administrateur général de l'Administration de l'enseignement peut déléguer les compétences visées au § 1^{er} au Directeur général des personnels de l'enseignement organisé par la Communauté française, au Directeur général des personnels de l'enseignement subventionné, au Directeur général adjoint du service général de la coordination, conception et des relations sociales ou au Directeur général adjoint du service général de gestion des personnels de l'enseignement subventionné, indépendamment de leurs attributions respectives.*

Les Directeurs généraux et Directeurs généraux adjoints qui se sont vus déléguer des attributions en application de l'alinéa 2 peuvent, suivant les règles de délégation fixées à l'alinéa 1^{er}, subdéléguer ces attributions. ».

Art. 7. Dans le même arrêté, le titre de la section 4, du Chapitre III, est remplacé par le titre suivant : « *Section 4. : Délégations particulières à l'Administration générale de l'enseignement pour ce qui concerne les compétences dévolues à la Direction générale de l'enseignement obligatoire, à la Direction générale de l'enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique, au Service général de l'inspection, au Service général de l'enseignement organisé par la Communauté française et au Service général du pilotage du système éducatif* ».

Art. 8. A l'article 70, § 4, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les termes « *l'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique* » sont remplacés par les termes « *l'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement* ».

A l'article 70, § 4, alinéa 2, du même arrêté, les termes « *l'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique* » sont remplacés par les termes « *l'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement* ».

Art. 9. A l'article 70/1, § 1^{er}, du même arrêté, les points 9°, 10° et 11°, rédigés comme suit, sont ajoutés :

« 9° *la signature des actes relatifs à l'octroi des allocations et des prêts d'études relevant de la compétence du Service des Allocations et Prêts d'études, en application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 juillet 1983 fixant les conditions et les modalités d'octroi et de remboursement des prêts d'études destinés aux familles ayant au moins trois enfants;*

10° *la désignation des membres du Conseil d'appel et du Conseil supérieur compétents en matière d'allocations et prêts d'études en application du décret du 7 novembre 1983 réglant, pour la Communauté française, les allocations et prêts d'études;*

11° *la fixation et la liquidation des allocations, subventions ou rentes régies par des normes organiques qui en fixent les conditions d'octroi et le montant ou le mode de calcul de ce montant pour ce qui concerne les allocations et prêts d'études ainsi que les rentes d'invalidité en matière d'accident de travail. ».*

Art. 10. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juillet 2018 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégation de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française – Ministère de la Communauté française, pour ce qui concerne les délégations particulières à l'administration générale de l'enseignement, est abrogé.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 12. Le Ministre ayant la fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 19 septembre 2018.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Jeunesse, des Droits des Femmes et de l'Egalité des Chances,
I. SIMONIS

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/40718]

19 SEPTEMBER 2018. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenarengeneraal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap. — Ministerie van de Franse Gemeenschap, wat betreft de bijzondere delegaties aan het algemeen bestuur Onderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, artikel 87, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenarengeneraal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 november 2013 tot organisatie van de interne budgettaire en boekhoudkundige controle en audit en van de administratieve en begrotingscontrole;

Overwegende het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 december 1996 tot oprichting van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. § 1. In artikel 4, § 6, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenarengeneraal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap, worden de

woorden “de administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek” vervangen door de woorden “de administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs”.

§ 2. In § 7 van hetzelfde artikel, worden de woorden “de administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek” vervangen door de woorden “de administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs”.

Art. 2. In artikel 17 van hetzelfde besluit, worden de woorden “de administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek” vervangen door de woorden “de administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs”.

Art. 3. In artikel 51 van hetzelfde besluit, worden de woorden “de administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek” vervangen door de woorden “de administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs”.

Art. 4. In artikel 58, derde lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden “de administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek” vervangen door de woorden “de administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs”.

Art. 5. In hetzelfde besluit, wordt het opschrift van afdeling 3 van Hoofdstuk III vervangen door het volgende opschrift: “Afdeling 3. : Bijzondere delegaties aan het Algemeen bestuur Onderwijs wat betreft de bevoegdheden inzake onderwijspersoneel”.

Art. 6. § 1. In artikel 69, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden “voor het Personeel” afgeschaft.

§ 2. In artikel 69, § 1, 20°, worden de woorden “het Algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek” vervangen door de woorden “de Algemene directie Leerplichtonderwijs”.

§ 3. De punten 21°, 22° en 32° van artikel 69, § 1, van hetzelfde besluit, worden afgeschaft.

§ 4. In artikel 69, § 2, van hetzelfde besluit, worden de leden 2 en 3 ingevoegd, luidend als volgt:

“De administrateur-generaal van het Bestuur Onderwijs kan de bevoegdheden bedoeld in § 1 aan de directeur-generaal voor het personeel van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs, aan de directeur-generaal voor het personeel van het gesubsidieerd onderwijs, aan de adjunct-directeur-generaal van de algemene dienst coördinatie, opvatting en maatschappelijke relaties of aan de adjunct-directeur-generaal van de algemene dienst voor het beheer van het personeel van het gesubsidieerd onderwijs, delegeren, ongeacht hun respectieve bevoegdheden.

De directeurs-generaal en adjunct-directeurs-generaal aan wie bevoegdheden gedelegeerd werden met toepassing van het tweede lid, kunnen, mits inachtneming van de delegatieregels bepaald in het eerste lid, deze bevoegdheden verder delegeren.”.

Art. 7. In hetzelfde besluit, wordt het opschrift van afdeling 4 van Hoofdstuk III vervangen door het volgende opschrift: “Afdeling 4: Bijzondere delegaties aan het Algemeen bestuur Onderwijs wat betreft de bevoegdheden toegewezen aan de algemene directie Leerplichtonderwijs, aan de algemene directie Niet-verplicht Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek, aan de Algemene inspectiedienst, aan de Algemene dienst voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs en aan de Algemene dienst Sturing van het onderwijsstelsel”.

Art. 8. In artikel 70, § 4, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden “de administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek” vervangen door de woorden “de administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs”.

In artikel 70, § 4, tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden “de administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek” vervangen door de woorden “de administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs”.

Art. 9. “In artikel 70/1, § 1, van hetzelfde besluit, worden de punten 9°, 10° en 11°, toegevoegd, luidend als volgt:

“9° de ondertekening van de akten met betrekking tot de toekenning van toelagen en leningen voor studies die onder de bevoegdheid van de Dienst Studietoelage en -leningen vallen, met toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 juli 1983 tot vaststelling van de voorwaarden en de wijzen van toekenning en terugbetaling van studieleningen aan gezinnen die minstens drie kinderen ten laste hebben;

10° de aanwijzing van de leden van de Raad van Beroep en de Hoge Raad die bevoegd zijn inzake studietoelagen en leningen met toepassing van het decreet van 7 november 1983 tot regeling, voor de Franse Gemeenschap, van de toekenning van de studietoelagen en de studieleningen;

11° de vaststelling en uitbetaling van de toelagen, subsidies of renten geregeld door organieke normen die de voorwaarden voor de toekenning ervan en het bedrag of de wijze van berekening ervan, bepalen, met betrekking tot studietoelagen en leningen alsook de invaliditeitsrenten voor arbeidsongevallen.”.

Art. 10. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juli 2018 houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenarengeneraal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap, wat betreft de bijzondere delegaties aan het algemeen bestuur Onderwijs, wordt opgeheven.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Art. 12. De Minister bevoegd voor de ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 september 2018.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en voor de Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor Sociale Promotie, Jeugd, voor Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,

I. SIMONIS

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2018/31960]

26 SEPTEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation des dates de passation des épreuves externes certificatives octroyant le certificat d'études de base (CEB) ainsi que les épreuves externes communes certificatives du secondaire (CE1D-CESS) pour l'année scolaire 2018 – 2019

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 mai 2016 déterminant les modalités d'inscription, de distribution, de passation, de correction et de sécurisation des épreuves externes communes certificatives dans l'enseignement secondaire;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 mai 2016 déterminant les modalités d'inscription, de distribution, de passation, de correction et de sécurisation de l'épreuve externe commune octroyant le certificat d'études de base (CEB) et la forme de ce certificat;

Vu le « test genre » du 21 septembre 2018 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 21 septembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 septembre 2018 ;

Considérant la proposition de calendrier pour l'organisation des épreuves externes certificatives : année scolaire 2018 – 2019 de la Commission de pilotage, du 19 juin 2018;

Sur proposition de Madame la Ministre de l'Education;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les dates de passation des épreuves externes certificatives pour l'année scolaire 2018 – 2019 sont fixées comme suit :

1° pour l'épreuve externe liée à l'octroi du certificat d'études de base (CEB) : les matinées des lundi 17, mardi 18, jeudi 20 et vendredi 21 juin 2019;

2° pour l'épreuve externe certificative commune au terme de la troisième étape du continuum pédagogique (CE1D) :

- l'épreuve de français, le vendredi 14 juin 2019,

- l'épreuve de mathématiques, le lundi 17 juin 2019,

- l'épreuve de langues modernes, le mardi 18 juin 2019 pour la partie écrite et entre les jeudis 13 et 20 juin 2019 pour la partie orale,

- l'épreuve de sciences, le mercredi 19 juin 2019;

3° pour l'épreuve externe certificative commune au terme de l'enseignement secondaire supérieur (CESS) :

- l'épreuve d'histoire, le vendredi 14 juin 2019,

- l'épreuve de français, le lundi 17 juin 2019.

Art. 2. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 septembre 2017 portant approbation des dates de passation des épreuves externes certificatives octroyant le certificat d'études de base (CEB) ainsi que les épreuves externes communes certificatives du secondaire (CE1D-CESS) pour l'année scolaire 2017-2018 est abrogé.